



PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE MEDITERRANEAN
ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE LA MEDITERRANEE
الجمعية البرلمانية للبحر الأبيض المتوسط

2^{ème} Commission Permanente sur la Coopération Economique, Sociale et Environnementale

Groupe d'Etude spécial sur les Petites et Moyennes Entreprises
dans la région méditerranéenne

Rapporteur: M. Ridha Bouargoub (Tunisie)

*Rapport approuvé par consensus par la 2^{ème} Commission permanente
lors de sa 4^{ème} réunion le 25 Juin 2009 à Lisbonne*

Introduction

Les travaux du Groupe d'Etude spécial sur les Petites et Moyennes Entreprises s'inscrivent dans le prolongement du travail remarquable accompli par le groupe spécial sur le libre-échange, en l'occurrence de son rapporteur, M. Milan Cvikl (Slovénie), qui a évoqué dans son rapport l'aspect spécifique de la politique industrielle et commerciale dans la région: les petites et moyennes entreprises. En raison de l'absence de données statistiques sur les petites moyennes entreprises dans la région méditerranéenne, on est amené à se référer aux informations et données fournies par l'Union européenne en la matière. En effet, en 2002, les PME représentent 99% de l'ensemble des entreprises de l'UE et dont la taille moyenne ne dépasse pas les quatre personnes créant près de 80 millions d'emplois¹. Ce qui représente près des deux tiers du total de l'emploi existant. Depuis le 1er Janvier 2005, l'Union européenne a étendu la définition des PME pour y inclure les micro-entreprises (moins de 10 personnes)².

M. Erkki Liikanen, ancien Commissaire européen chargé des Entreprises et de la Société de l'information, et actuel gouverneur de la Banque de Finlande, avait ainsi résumé le rôle crucial des PME pour le développement de l'Europe: *"Atteindre l'objectif d'une économie compétitive fondée sur le savoir faire, et assurant une croissance durable, et créatrice d'emplois demeure tributaire du niveau de développement des entreprises, en particulier des PME »*.

L'intérêt des pays méditerranéen aux PME s'est manifesté avec le partenariat euro-méditerranéen³. L'Union pour la Méditerranée s'est fixé comme objectif de parvenir à

¹ "SMEs in focus: Main results from 2002 Observatory of European SMEs" (à l'époque, l'UE comptait 19 Etats Membres)

² Petite entreprise (moins de 50 personnes), Moyenne entreprises (max. 250 personnes et un turnover de €50 millions ou des bénéfices de €43 millions).

³ Le partenariat euromed fut fondé lors de la Conférence de Barcelone de 1995 (aussi connue comme Processus EuroMed ou de Barcelone) et fut relancé en juillet 2008 au Sommet sur la Méditerranée tenu à Paris et soutenu par le Président français Sarkozy comme Union pour la Méditerranée.

l'établissement d'une zone de libre-échange d'ici 2010 dans la région EuroMed⁴. Un tel objectif concerne directement la plupart des pays membres de l'APM du sud de la Méditerranée, notamment: Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Autorité palestinienne, Syrie et Tunisie. La Turquie est également incluse dans la zone de libre-échange.

Au cours des dernières années, les PME sont devenues de plus en plus reconnues comme étant un atout majeur pour le développement de la politique industrielle et pour l'établissement des relations commerciales entre les deux rives de la Méditerranée, et considérées comme une option "gagnant-gagnant", dont le succès est traduit par la création de nouveaux postes d'emplois stables et durables ainsi que le développement d'une culture entrepreneuriale.

Au cours des trois dernières années, la région MED a connu une forte croissance économique grâce à la mise en place des programmes de réformes économiques structurelles visant à améliorer l'environnement des entreprises et à promouvoir l'initiative privée. Aujourd'hui, les entreprises privées sont considérées comme moteur de la croissance dans les pays MED et se substituent progressivement au rôle jusque là accompli par les entreprises publiques d'une part et les programmes nationaux de développement d'autre part. Malheureusement, la récente crise économique et financière a déstabilisé cette nouvelle culture entrepreneuriale émergente par l'adoption d'une politique rigoureuse qui a réduit fortement l'accès au crédit bancaire.

En effet, en raison de la diversité de leurs activités et de leurs tailles, les PME éprouvent des problèmes majeurs pour obtenir les prêts bancaires nécessaires pour financer leur expansion et réaliser leur potentiel. Elles sont, par nature difficiles à évaluer à partir de la perspective d'analyse des risques et, par conséquent, favoriser leur développement est aujourd'hui un défi majeur et urgent pour les pays des deux rives de la Méditerranée.

Les instruments juridiques concernant les PME dans la région méditerranéenne

1. La Charte euro-méditerranéenne pour l'Entreprise

Adoptée en 2004 par l'Union européenne et par neuf États partenaires, la Charte euro-méditerranéenne pour l'entreprise a été fondée en se basant sur les principes de la Charte européenne des petites entreprises, et de l'expérience des partenaires méditerranéens relative aux échanges de bonnes pratiques, à l'étalonnage, et à l'utilisation coordonnée de l'aide financière destinée à améliorer l'environnement des entreprises dans la région afin de promouvoir les investissements extérieurs⁵.

La Charte a identifié dix domaines d'action, par lesquelles les partenaires Euromed peuvent concentrer leur attention sur la bonne gouvernance et à l'appui du développement du secteur privé.

⁴ La déclaration de Paris réaffirme des ambitions et les acquis de Barcelone sur les chapitres économiques. Elle réaffirme notamment le souhait de voir un espace de Libre échange voir le jour avant 2010 dans la région et qui comprendrait la libre circulation des biens, des services et des capitaux. La Déclaration ne mentionne pas les PME mais son annexe fait référence à une coopération renforcée pour les secteurs privé et commercial.

⁵ Cadre MEDBEST

Dans le cadre de son domaine d'action la Charte préconise:

- La simplification des procédures pour l'entreprise.
- L'orientation de l'éducation et de la formation vers l'entrepreneuriat
- L'amélioration des compétences
- L'accès au financement et aux encouragements fiscaux
- L'amélioration de l'accès aux marchés
- La création d'entreprises novatrices
- L'encouragement de l'activité associative
- L'amélioration de la qualité des régimes de soutien aux entreprises
 - Le renforcement des réseaux euro-méditerranéens et des partenariats
- La mise à la disposition d'informations fiables et ciblées

Après approbation de la Charte, les partenaires méditerranéens se sont engagés à mettre en œuvre des réformes microéconomiques pour améliorer la compétitivité de leurs entreprises afin d'attirer l'investissement direct étranger. Leur but est de créer un environnement propice à l'investissement et à la promotion du secteur privé et de définir des stratégies communes tant au niveau national que régional. La Charte ouvre la voie aux partenaires pour entreprendre des échanges d'expériences, de bonnes pratiques et des connaissances dans la région euro-méditerranéenne dans l'esprit de coopération régionale positive.

La Charte euro-méditerranéenne pour l'entreprise est un instrument fondamental pour le développement de la PME dans la région. Par conséquent, les Etats membres de l'APM non inclus dans la Charte pourraient soutenir les 10 points du programme de la Charte pour qu'ils puissent accéder aux instruments financiers pour promouvoir leurs PME et continuer à travailler afin d'établir une zone de libre-échange tel que recommandé par l'APM dans sa résolution adoptée à Monaco le 14 Novembre 2008.

2. Mise en œuvre des 10 principes de la Charte euro-méditerranéenne

En 2008, la Commission européenne (Direction générale Entreprises et Industrie), avec la collaboration de l'Organisation de la coopération économique et le développement (Division du développement du secteur privé), et la Fondation européenne pour la formation, et en consultation avec la Banque européenne d'investissement a rédigé un rapport complet, intitulé «Rapport sur la mise en œuvre de la charte EuroMed pour l'entreprise », pour évaluer les résultats et l'impact des 10 principes adoptés par la Charte.

L'évaluation a montré que la plupart des pays méditerranéens ont eu un succès relatif dans l'élaboration des politiques et des outils pour promouvoir l'investissement privé dans leurs régions. Toutefois, les efforts consentis restent limités surtout en ce qui concerne le développement de l'esprit d'initiative, en particulier, chez les femmes et les jeunes diplômés. Ils ont également réussi à améliorer les procédures administratives vers la simplification des méthodes ; mais désormais le chemin reste encore long pour éliminer toutes les entraves au développement de l'entreprise.

L'évaluation a fait ressortir également la timidité et la précocité des actions relatives au développement des compétences même dans les pays supposés performants dans le domaine et dont la politique de l'innovation reste encore dans le stade pilote. Cependant, la plupart des

pays MED ont réussi à développer des processus de modernisation de leur industrie par l'adoption de politiques plus avancées.

La troisième partie du rapport de la Commission a présenté les profils de tous les pays partenaires, en soulignant les points forts et les domaines à améliorer par la conception de nouvelles politiques de mise en œuvre. Après un aperçu de l'ensemble des pays, elle a traité de la politique d'entreprise et des partenariats public-privé, du cadre de consultation, de l'environnement opérationnel, des services aux entreprises, du capital humain et, enfin, de la voie à suivre.

Le financement des PME dans la Méditerranée

Pour financer les PME dans la région méditerranéenne, plusieurs accords bilatéraux et régionaux ont été conclus. Ils sont disponibles pour des projets notamment dans le cadre du programme MEDA, qui est le principal instrument financier de l'Union européenne pour le partenariat euro-méditerranéen, et du programme FEMIP (Facilité Euro-méditerranéenne d'Investissement et de Partenariat), financé par la Banque européenne d'investissement.

Depuis 2007, l'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP), a fourni le cadre d'assistance financière dans le domaine de la politique d'entreprise et le développement du secteur privé, tant au niveau régional que national.

1. Programme MEDA

Le programme MEDA⁶ a constitué le principal instrument de la coopération économique et financière dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen. Il permet à l'Union européenne de fournir une assistance financière et technique aux pays du sud de la Méditerranée : Algérie, Chypre, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Territoires palestiniens, Syrie, Tunisie et Turquie. Le programme MEDA prit la place des différents protocoles financiers bilatéraux existants avec les pays du bassin méditerranéen.

Le programme MEDA soutenait la transition économique des pays tiers méditerranéens (PTM) et la création d'une zone euro-méditerranéenne de libre-échange par la promotion de réformes économiques et sociales pour la modernisation des entreprises et le développement du secteur privé, en accordant une attention particulière à :

- l'appui aux petites et moyennes entreprises (PME) et à la création d'emplois;
- l'ouverture des marchés;
- la promotion de l'investissement privé, la coopération industrielle et les échanges entre les différents partenaires;
- la mise à niveau des infrastructures économiques, y compris les systèmes financiers et fiscaux;
- la consolidation des grands équilibres financiers et la création d'un environnement économique propice à l'accélération de la croissance (soutien à l'ajustement structurel).

⁶ Règlement du Conseil N 1488/96 du 23 juillet 1996 relatif à des mesures d'accompagnement financières et techniques (**MEDA**) à la réforme des structures économiques et sociales dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen (journal officiel L. 189 du 30.07.1996)

Afin d'atteindre son objectif, pour la période 2000-2006, un total de 5,350 millions d'euros a été alloué au programme MEDA II. Le financement MEDA prit la forme de subventions de la Commission européenne, du capital-risque et des bonifications d'intérêts pour les prêts de la BEI. MEDA fut remplacé par la Politique européenne de Voisinage par le règlement No 1638/2006 du Parlement européen et du Conseil.

2. L'Instrument européen de Voisinage et de Partenariat (IEVP)

L'IEVP est un instrument par lequel la Communauté européenne de coopération au développement aide intervient auprès des pays de la rive sud de la Méditerranée, de l'Europe orientale et du Caucase du Sud⁷. Cet instrument est doté d'un budget de 11,1 milliards d'Euro pour la période 2007-2013. Dans le cadre du partenariat européen de voisinage PEV, les plans d'action bilatéraux sont élaborés avec chaque pays partenaire en dans les six grands domaines: le dialogue politique et réforme, de développement économique et social et la réforme de réglementation et les questions liées au commerce, justice et affaires intérieures, les secteurs clés de transport, énergie, société de l'information, de l'environnement et du contact de personne à personne.

Dans le cadre de la réforme économique, cet instrument vise à élaboré des plans d'action de soutien aux PME, par l'amélioration de l'environnement des investissements, le renforcement de l'activité du Fonds social de développement et la contribution à l'amélioration de l'accès au financement pour les PME en vu de promouvoir de l'initiative privée chez les jeunes et chez la femme ainsi que l'amélioration de la productivité et de la compétitivité, notamment par un meilleur accès aux marchés.

3. Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP)

Dans la région méditerranéenne, la Banque Européenne d'Investissement intervient à travers la Facilité Euro-méditerranéenne d'Investissement et de Partenariat (FEMIP). Ses deux principales priorités sont le soutien au secteur privé et la création d'un environnement favorable à l'investissement par la mise en place d'une infrastructure efficace et l'établissement des systèmes financiers encourageant l'initiative. La FEMIP regroupe l'ensemble des services fournis par la BEI, pour aider les pays partenaires méditerranéens à réaliser des projets et des programmes de développement économique.

En activité depuis Octobre 2002, la FEMIP en tant qu'acteur principal du partenariat économique et financier entre l'Europe et les pays Méditerranéens a réalisé près de 6 milliards d'euros pour des opérations de financement entre Octobre 2002 et Décembre 2006. Pour la période 2007-2013, le budget est de plus de 10 milliards d'euros, dont 7.5 sont encore disponibles.

Dans le cadre du Processus de Barcelone et de la Politique européenne de voisinage, la FEMIP intervient pour encourager la modernisation et l'ouverture de l'économie des pays partenaires méditerranéens.

⁷ Font partie de l'instrument de la PEV: l'Algérie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, l'Égypte, la Géorgie, Israël, la Jordanie, le Liban, la Libye, la Moldavie, le Maroc, les Territoires palestiniens occupés, la Syrie, la Tunisie et l'Ukraine.

La crise économique mondiale et les financements

La 5^{ème} Conférence FEMIP, qui s'est tenue à Rabat le 6 Mars 2009, sur le thème de *"la Méditerranée les besoins des PME ainsi que le cycle de vie des affaires"*⁸, a conclu que l'actuelle crise bancaire engendrerait inéluctablement d'énormes difficultés pour les petites entreprises par la limitation des prêts bancaires entravant ainsi la croissance économique des pays de la région. Tout comme en Europe, la BEI a lancé un vaste plan de soutien aux PME et la FEMIP a ouvert le débat sur des solutions appropriées pour les pays méditerranéens.

Pour contrer les effets négatifs de la crise, la Conférence a élaboré quatre propositions:

- Fournir aux PME des informations de meilleure qualité sur le financement bancaire;
- Diversifier les actions du FEMIP pour aider les entreprises à investir dans la R&D et le commerce international;
- Continuer à encourager les versements des immigrés à travers les envois de fonds des banques offrant des taux favorables;
- La modernisation des systèmes bancaires par le biais de la formation en entreprise, en particulier pour les aider à développer des outils d'évaluation du risque de crédit et de renforcer leur capacité de financement des PME.

Autres acteurs

1. Echange Méditerranéen

« L'Echange Méditerranéen » fait partie de l'initiative régionale de l'ONUDI⁹ pour promouvoir l'investissement étranger et le développement des PME de la région MENA¹⁰ par le biais d'Internet et d'une plate-forme de réseau. Bien qu'il ne soit pas un instrument financier en tant que tel, il établit, entre autres, l'investissement et les bureaux de promotion (OPA) ou d'organismes (OPI) en Europe et dans la région MENA pour la promotion des PME de développement des affaires, de faciliter le réseautage d'affaires dans la région, attirer les investissements directs étrangers, accroître le volume des crédits alloués aux PME locales, améliorer l'environnement entrepreneurial. Il existe aujourd'hui quatre bureaux de promotion dans le réseau méditerranéen en Egypte, Tunisie, Jordanie et au Maroc.

2. Le Centre OCDE pour l'entrepreneuriat

Le Centre de l'OCDE pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local joue un rôle de catalyseur, afin d'accroître les synergies entre les différents domaines d'expertise, et renforcer la visibilité des travaux de l'OCDE sur l'esprit d'entreprise. Il est chargé de diffuser les meilleures pratiques sur la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des initiatives visant à promouvoir l'esprit d'entreprise, la croissance des PME et l'économie locale ainsi que le développement de l'emploi.

⁸ La 5^{ème} Conférence rassembla des entrepreneurs, des banquiers et des représentants des institutions nationales et internationales aux côtés du Ministre marocains du Commerce, de l'Industrie des technologies de l'information, Ahmed Reda Chami et du Vice président de la BEI Philippe de Fontaine Vive.

⁹ ONUDI, Organisme des Nations Unies pour le Développement industriel.

¹⁰ Région du Moyen orient et de l'Afrique du Nord

3. La Fondation européenne pour la Formation (FEF)

La Fondation européenne pour la formation est une agence de l'Union européenne, basée à Turin¹¹, en Italie et qui est entrée en activité en 1994 dans le but de contribuer au développement de l'éducation et de formation dans les pays partenaires de l'UE. Etant un instrument de relations pour la politique extérieure de l'Union Européenne, Son travail est axé sur le développement des ressources humaines dans une perspective d'apprentissage continu permettant un accroissement de la prospérité une croissance durable et l'inclusion sociale dans les pays en transition.

Dix des pays partenaires (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, ancienne République yougoslave de Macédoine, Kosovo, Moldavie, Monténégro, Roumanie et Serbie), avaient approuvé en 2003/2004 la Charte européenne des petites entreprises, considérée essentielle pour la promotion de la compétitivité de leur économie, l'emploi, l'innovation et de richesse.

Depuis, la fondation a été impliquée dans les aides accordées à chaque pays dans le cadre de la mise en œuvre de la Charte, notamment la formation à l'entrepreneuriat et les deux zones "d'éducation et de formation à l'esprit d'entreprise» (chapitre 1 de la Charte) et «Les petites entreprises des compétences» (chapitre 4).

4. Le « Small Business Act for Europe » (SBA)

Le « Small Business Act » pour l'Europe fut présenté en juin 2008, avec pour objectif d'accroître la compétitivité des PME européennes. Le SBA fait partie d'une stratégie européenne plus large sur le développement et l'emploi. Il s'agit d'un ensemble de principes de base cohérent, d'initiatives législatives et de proposition politiques qui facilitent l'entrepreneuriat et l'établissement ainsi que la gestion des entreprises. En Grèce, le rôle du Ministère du Développement, par sa participation et sa contribution aux conseils ministériels, fut l'un des pionniers de cette initiative, et a désormais la volonté politique de développer un SBA spécifiquement pour la Grèce.

5. Plus généralement, il convient de mentionner le programme SEED (promotion de l'emploi par le développement des petites entreprises), qui tombe sous l'égide de l'Organisation internationale du Travail de l'emploi du secteur dédié à la création d'emplois et le développement des entreprises.

Il faut également mentionner de BUSINESSMED¹², l'Union de la Méditerranée la

¹¹ Règlement du Conseil N 1360 de 1990, Révisé par N 1339 de 2008

¹² Membres Fondateurs de **BUSINESSMED (2002)**: La Confédération Générale des Entreprises Algériennes (CGEA), Cyprus Employers and Industrialists Federation (OEB), Federation of Egyptian Industries (FEI), Manufacturers' Association of Israel (MAI), Jordan Chamber of Industry (JCI), Association of Lebanese Industrialists (ALI), Malta Federation of Industry (MFOI), Confédération Générale des Employeurs du Maroc (CGEM), Palestinian Federation of Industry (PFI), Federation of Syrian Chambers of Commerce (FSCC), International Chamber of Commerce Syria (ICC), Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA), Turkish Industrialists' and Businessmen's Association (TUSIAD), Turkish Confederation of Employers' Association (TISK). **BUSINESSMED Active Members (2008)** :1) Confédération Générale des Entreprises Algériennes – CGEA; 2) Confédération Algérienne du Patronat – CAP; 3) Club des Entrepreneurs et Industriels de la Mitidja – CEIMI (Algérie); 4) Confédérations des Industriels et Producteurs Algériens – CIPA ; 5) Confederation of German Employers' Associations – BDA ;6) Cyprus Employers and Industrialists Federation – OEB ; 7) Federation of Egyptian Industries – FEI ; 8) Confédération Espagnole des Organisations

Confédération des entreprises, basée en Tunisie depuis Janvier 2004. Il s'agit d'une organisation professionnelle régionale créée par la fédération des présidents des douze membres fondateurs et qui vise ouvrir la voie vers l'intégration économique et le développement économique et social dans la région.

Enfin voici les sujets qui pourraient être examinés de manière approfondie par ce Groupe d'Etude spécial:

- Parvenir à la paix et à la stabilité politique dans toute la Méditerranée. Une condition nécessaire pour assurer une prospérité durable dans la région et pour attirer les investissements étrangers vers le Sud et l'Est de la Méditerranée,
- Mettre en place une politique méditerranéenne pour les PME. Le GES pourrait examiner la question de savoir s'il serait utile pour les États membres de l'APM qui ne sont pas des partenaires Euromed de soutenir la Charte euro-méditerranéenne pour l'entreprise, et d'adopter des politiques en conformité avec les partenaires Euromed pour la mise en œuvre des 10 domaines d'action.
- La création d'emplois et les flux migratoires. Le GES pourrait examiner dans quelle mesure la création d'emplois dans le Sud et l'Est méditerranéen contribue à rétablir l'équilibre socio-économique de la région et permet d'alléger la pression sur les flux migratoires vers le nord, à court, moyen et long terme.
- Le rôle des coopératives aux côtés des PME. Le GES pourrait examiner dans quelle mesure les instruments de financement similaires à ceux disponibles pour les PME devraient être accessibles aux membres de ces coopératives et comment celles-ci pourraient être considérées comme un outil d'autonomie et de promotion de l'emploi fondé sur les droits de la main-d'œuvre dans les régions les moins développées des pays méditerranéens.
- L'éducation entrepreneuriale et toute politique éducative fondées sur l'égalité. Le GES pourrait envisager les mesures qui doivent être prises pour veiller à ce que les femmes et les migrants pourraient bénéficier de l'égalité des chances pour améliorer les connaissances et les compétences.
- Accès au financement et à la promotion de programmes. Ces programmes devraient garantir aux femmes et aux jeunes l'accès adéquat aux instruments financiers des PME. Encore une fois, le GES pourrait envisager quelles mesures pourraient être adoptées pour assurer que les femmes et les jeunes entrepreneurs puissent accéder facilement aux instruments financiers mis à la disposition des PME. Et quels sont les moyens de contrôle.
- Attirer des capitaux étrangers. Cela doit être perçu comme étant un moyen et non une fin en soi. En d'autres termes, son rôle est d'agir comme un catalyseur dont l'apport n'est pas seulement des investissements mais aussi la technologie, le savoir-faire, les compétences de gestion et d'accès au marché. Cet échange de technologie, de savoir-faire et des compétences est le véritable capital pour l'avenir de la région.

d'Employeurs – CEOE ; 9) Mouvement des Entreprises de France – MEDEF ; 10) Federation of Greek Industries – FGI- SEV ; 11) Agence de Développement Euro-Méditerranéen des Pouvoirs Locaux et Régionaux – ASEM (Italie) ; 12) Confindustria- (Italie) ; 13) Jordan Chamber of Industry – JCI ; 14) Association of Lebanese Industrialists – ALI ; 15) Malta Federation of Industry – MFOI ; 16) Confédération Générale des Employeurs du Maroc – CGEM ; 17) Confédération Nationale du Patronat de Mauritanie – CNPM ; 18) Palestinian Federation of Industry – PFI ; 19) Association of Industry Portuguese – AIP, 20) Union of Employers of Serbia – UES ; 21) Federation of Syrian Chambers of Commerce – FSCC ; 22) International Chamber of Commerce Syria – ICC ; 23) Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat – UTICA ; 24) Turkish Industrialists' and Businessmen's Association – TUSIAD ; 25) Turkish Confederation of Employers' Association – TISK

- L'accès au financement et à l'investissement dans les PME dans un dialogue tripartite entre les gouvernements, les PME et les institutions financières privées. Le GES pourrait examiner dans quelle mesure leurs gouvernements respectifs devraient intervenir auprès des institutions bancaires privées en faveur du capital-risque pour les PME.
- Promotion de l'investissement. Que peuvent faire les Etats membres de l'APM pour promouvoir l'investissement dans leur pays. Créer, au niveau national / régional / local des centres d'investissement. Organiser des séminaires / conférences / ateliers en invitant la participation des établissements bancaires privés et investisseurs, par secteur ou par région géographique?
- Augmentation de la compétitivité. Le GES pourrait établir une liste des domaines dans lesquels la compétitivité pourrait être augmentée dans les Etats membres de l'APM, par exemple, en matière de transfert de technologie, l'innovation et le développement durable, les économies d'énergie / efficacité.
- Fiscalité. Le GES pourrait favoriser l'adoption d'une politique à l'échelle de la Méditerranée pour des allègements fiscaux aux PME au cours d'une période de démarrage
- Les remboursements d'emprunt. Serait-il judicieux d'appliquer un rééchelonnement de la dette des PME éprouvant des difficultés extrêmes et qui sont menacés de fermeture en raison de la crise économique pour une période déterminée?
- Des secteurs spécifiques d'intervention à la lumière de la crise économique et financière. Le GES pourrait identifier des secteurs spécifiques qui ont été particulièrement touchés par la crise économique actuelle, de sorte que les PME peuvent être affectées à des programmes d'investissement pour les redémarrer, par exemple, textiles et articles en cuir.
- Visibilité des activités de l'APM. Que pourrait faire l'APM pour augmenter la visibilité dans ce secteur? De la même façon à l'Euro-prix, des prix APM pourrait être accordée aux PME, par exemple pour l'innovation, ou pour l'utilisation des énergies alternatives, le développement durable. Ces prix pourraient être conjointement financés par les institutions bancaires.
- Le partage de l'information. Comment les membres de l'APM peuvent contribuer à l'amélioration de l'échange d'informations entre ses Etats membres dans les relations d'expériences, de connaissances, de compétences et de meilleures pratiques?
- Mise en réseau. L'APM pourrait examiner dans quelle mesure elle pourrait servir d'interface réseau dans la région de la Méditerranée pour un échange continu d'information des PME et des actions politiques et instruments grâce à la contribution des différents organismes régionaux et internationaux intéressés dans la région.

Parmi les actions concrètes, l'APM pourrait promouvoir les initiatives suivantes :

- **Réseau méditerranéen des Conseils sur la compétitivité** ». Avec le financement des programmes Cible 3 (ancien Interreg), dans le cadre du programme MED- IEPV sur la coopération transnationale dans le bassin méditerranéen, visant à accroître les relations entre les états le long des frontières extérieures de l'UE et les pays méditerranéens voisins, nous pourrions créer « un réseau méditerranéen des Conseils sur la compétitivité ». Le but du réseau serait un engagement mutuel à des valeurs et des objectifs communs, au dialogue politique et à l'intégration économique de la région sous les objectifs de l'initiative française sur la Méditerranée. En Grèce, le Conseil national sur la compétitivité et le développement

est l'organisme qui au sein du Ministère du Développement donne ses avis sur des questions concernant l'amélioration de la compétitivité. Il fonctionne comme conseiller principal au gouvernement sur des questions de compétitivité. Il pourrait devenir « un point focal transnational », un pont entre les Conseils, améliorant et accroissant davantage son rôle. À cet effet, le Secrétariat spécial sur la compétitivité rassemble des données des Conseils nationaux de compétitivité des autres membres d'UE et des pays méditerranéens afin de préparer et soumettre une proposition sur l'établissement d'un réseau. Le but de ce programme transnational serait de rendre la Méditerranée plus compétitive au niveau international. Assurément, la Méditerranée est une mer qui unit et il est clair que nous sommes intéressés par une approche économique/politique stratégiquement significative entre les pays de la région. En outre, nous soutenons l'initiative Franco-Grecque pour employer des sous-groupes comme instrument de développement dans la région méditerranéenne selon le « European Cluster Memorandum »

- L'établissement d'un **brevet unique** donnant aux inventeurs la possibilité d'obtenir un brevet, juridiquement valable dans toute l'UE et en Méditerranée. Un brevet unique communautaire contribuerait énormément à réduire le fardeau administratif et le coût pour obtenir un brevet et donc pour encourager l'innovation et pour améliorer la compétitivité. L'avantage d'un tel système serait : la réduction substantielle du coût d'enregistrement d'un brevet, particulièrement le coût lié à la traduction et au classement du brevet, la protection simplifiée des inventions dans toute la communauté, s'il y a un procédé simple, et l'établissement d'un système simple et central de résolution de litige.
- La création d'un **réseau des organismes nationaux pour la vérification de la qualité**. La Grèce dispose de savoir-faire et d'expérience et l'Organisme de Standardisations grec a signé des accords bilatéraux de coopération avec divers pays (par exemple l'Égypte). Dans le cadre du programme « Compétitivité et Entrepreneuriat », un large éventail d'actions est mis en œuvre pour soutenir entreprises existantes et nouvelles avec une emphase sur la promotion d'actions en faveur de la compétitivité des entreprises micro, petites et moyennes, qui sont le moteur pour le développement et l'épine dorsale du système de production grec. Un groupe de fonctionnaires du Secrétariat spécial sur la compétitivité pourrait aider et fournir le savoir-faire à d'autres pays pour la planification des programmes de développement semblables, tels que EPIAN II, dans les pays du méditerranéen.